

La fusion communes/CPAS divise

■ Le ministre-Président wallon veut rassurer les CPAS et respecter la spécificité de leur mission.

La fédération des CPAS de Wallonie est sur tous les fronts actuellement. Outre la problématique liée à l'exclusion des chômeurs qui se retrouvent nombreux à frapper aux portes des centres publics d'aide sociale, la question wallonne de laisser la possibilité aux communes et aux CPAS d'opérer des fusions entre leurs services agite également cette fédération. Dans "La Libre" du mercredi 15 avril, nous faisons part du désarroi de nombreux présidents de CPAS face à l'écoute toute relative qu'ils reçoivent de leurs partis respectifs face à une problématique loin d'être anodine, deux partis politiques ont tenu à réagir. Le MR, d'une part, qui soutient les fusions et Ecolo; d'autre part, qui rejette en bloc la proposition (voir ci-dessous).

Mais le gouvernement wallon n'est manifestement pas sourd à cette question de la fusion communes/CPAS, même s'il ne le crie pas forcément haut et fort. Le ministre-

président wallon, Paul Magnette (PS) a récemment répondu à une question, écrite du député Ecolo Stéphane Hazée qui l'interrogeait précisément là-dessus. Rappelant à Paul Magnette que la Fédération des CPAS était particulièrement inquiète et qu'elle proposait de revoir cette décision inscrite

dans la DPR (Déclaration de politique régionale, signée par le PS et le CDH), Stéphane Hazée souhaitait savoir si le gouvernement wallon comptait répondre à l'inquiétude des CPAS wallons. *"La Fédération a ainsi formulé une série de propositions, qui s'apparente à une DPR sociale alternative. Quelle réponse le gouvernement wallon a-t-il donné à cette proposition? Est-il prêt au dialogue?"*

Paul Magnette lui a répondu ceci: *"J'ai reçu les représentants de la Fédération le 19 mars dernier, une rencontre qui a donné lieu à un échange constructif. J'ai rappelé qu'il s'agissait d'une faculté, ouvrant la voie à une démarche volontaire et*

centrée prioritairement sur les services de soutien. Plutôt que de parler de fusion, il conviendrait donc d'évoquer une volonté de structurer les synergies efficaces."

Des rencontres régulières

Paul Magnette précisant encore que la spécificité du travail des CPAS devait être maintenue et que la volonté du gouvernement wallon était d'avancer en concertation avec les CPAS wallons qu'il se propose de rencontrer régulièrement. Enfin, il rappelle encore que certains CPAS (Mons et Charleroi) ont déjà réalisé des avancées en ce sens.

Stéphane Tassin

Certains CPAS (Mons et Charleroi) ont déjà réalisé des avancées en ce sens.

"Nous souhaitons des synergies"

■ Le MR reste prudent et refuse le principe des fusions imposées, tout en soutenant les expériences pilotes.

Même si du côté de la Fédération des CPAS wallons on affirme être peu soutenu par les partis politiques, le MR (dans l'opposition, en Wallonie) réfute cette accusation. Le président Olivier Chastel a d'ailleurs tenu à préciser la position de son parti sur la question de la fusion des CPAS et des communes auxquelles il est attaché. *"Nous avons été très actifs sur le sujet ces derniers mois et notre attitude est donc tout sauf indifférente ou amorphe..."*

La position dégagée par le MR, en faveur de plus grandes synergies entre CPAS et communes a été prise après "concertation avec les acteurs de terrain. Le MR a réuni à plusieurs reprises ses différents représentants, bourgmestres, présidents de CPAS et directeurs généraux wallons et bruxellois, afin d'identifier les enjeux,

les bénéfiques et les difficultés liés à une éventuelle fusion entre les communes et les CPAS."

Le MR reste quand même prudent en ne se prononçant pas pour des fusions pures et simples: *"Il ne serait pas souhaitable d'imposer et de se prononcer pour un modèle unique, strict et imposé d'en haut. La diversité des situations locales et les réalités de terrain sont en effet trop nombreuses et différentes pour qu'une fusion pure et simple des communes/CPAS soit imposée. Néanmoins, nous souhaitons un renforcement de l'intégration de l'action sociale afin que cel-*

le-ci ne soit plus divisée ni multipliée entre un CPAS qui assure ses missions propres et un échiquier de l'action sociale qui intervient en surplus", précise le président du MR.

Des économies d'échelle

L'argument principal pour des synergies plus fortes entre l'aide sociale et la commune repose sur "la volonté pour le MR d'éviter des redondances entre les services (marchés publics, informatique, personnel, etc.). De telles fusions permettraient aux communes qui rencontrent des difficultés financières d'agir en matière d'économies d'échelle. Le MR est également for-

tement attaché au respect de la confidentialité par rapport à l'aide sociale et propose qu'en cas de fusion volontaire, les éléments à caractères personnels et confidentiels puissent rester dans le giron de l'aide sociale tandis que les autres services pourraient, le cas échéant, fusionner en totalité".

Enfin si le gouvernement wallon décide de mettre sur pied des expériences pilotes, le MR, bien que siégeant dans l'opposition, se dit prêt à soutenir la démarche: *"Dans un souci de renforcement de l'intégration sociale, d'économies d'échelle et de mutualisation des compétences, le MR se positionne de manière favorable aux fusions des communes/CPAS et soutiendra toute expérience pilote menée sur base volontaire. Le cadre réglementaire actuel permet déjà les synergies et laisse aux communes la liberté et les modalités de leur mise en œuvre. Contrairement à ce qui est prévu en Région flamande, nous pensons que le respect de l'autonomie communale doit être garanti."*

S.Ta.

“Il ne faut même pas laisser cette possibilité”

■ Ecolo, par la voix de sa coprésidente soutient, par contre, la fusion entre CPAS.

Si ce n'est au niveau communal, Ecolo n'est plus au pouvoir, ni dans les entités fédérées ni au fédéral. Lorsqu'on affirme que la plupart des partis politiques ne prêtent qu'une oreille distraite aux revendications de la Fédération des CPAS wallons en matière de fusion ou d'accueil des exclus du chômage, Ecolo soutient le contraire. La nouvelle coprésidente du parti, Zakia Khattabi a tenu à donner la position des Verts sur la question de la fusion entre CPAS et communes: “C'est au mieux, une solution de technocrate et pas de gestionnaire, car l'efficacité de la mesure n'a jamais été démontrée. C'est au pire, un copier-coller de la volonté de la N-VA de détricoter la solidarité”, explique-t-elle.

Pour la coprésidente, cette possibilité que le gouvernement wallon veut donner aux communes et au CPAS qui souhaitent la fusion “occulte la question centrale de l'aide sociale. On ne parle jamais ici des bénéficiaires. De plus, on ne comprend pas vraiment d'où vient cette idée qui ne se trouvait en aucun cas dans les programmes électoraux du PS et du CDH”.

Le parti se veut ouvert à la discussion, en reconnaissant qu'il y a certainement des choses à faire évoluer au niveau du fonctionnement des CPAS mais “cette voie-là n'est pas la bonne, et lorsqu'on voit l'afflux de gens qui sont exclus du chômage vers les CPAS, on peut se demander

si le gouvernement wallon est dans le bon timing. Ils vont un peu vite en besogne, même s'ils n'obligent pas les fusions, ils ouvrent la porte. Nous pensons qu'il ne faut en aucun cas ouvrir cette porte. En faisant cela, le gouvernement wallon se détourne de la vraie question qui est celle de la lutte contre la pauvreté”.

Des budgets difficiles à défendre

Se voulant constructive, Zakia Khattabi annonce qu'Ecolo préfère des fusions entre CPAS. Une position qui est d'ailleurs défendue par la Fédération des CPAS wallons. “Nous pouvons soutenir plus de synergies et des fusions entre les CPAS installés sur des plus petites communes où la situation est parfois difficile. Si le territoire est différent, le métier de l'aide sociale reste le même.”

Enfin, notre interlocutrice pointe un autre risque lié à ces fameuses fusions entre CPAS et communes: “Qu'en sera-t-il des budgets? Ne va-t-on raboter les budgets alloués ordinairement aux CPAS? J'aimerais voir la situation actuelle, où de nombreux exclus du chômage frappent à la porte des CPAS, dans un contexte de fusion. Le métier de l'aide sociale serait certainement mis de côté. Les budgets des CPAS sont déjà tellement difficiles à défendre.”

Côté bruxellois, si la problématique est différente, le gouvernement n'a pas inscrit dans sa DPR, le même désir que le gouvernement wallon en matière de synergies ou de fusion: “Je ne pense même pas que le PS l'envisage à Bruxelles. Non, c'est une mauvaise réponse à un vrai problème.”

S.Ta.